



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 01/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TEYSSIER SARL**

404 Avenue du 11 Novembre  
40250 Souprosse

Références : JR/S2025-0116  
Code AIOT : 0006804776

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement TEYSSIER SARL implanté Route de trixe 82710 Bressols. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée suite à la réception d'un signalement à l'encontre de l'exploitant concernant des nuisances olfactives occasionnées par des rejets d'eau dans un fossé longeant le site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEYSSIER SARL
- Route de trixe 82710 Bressols
- Code AIOT : 0006804776
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans le lavage et le nettoyage de véhicules, notamment de poids lourds et de citernes alimentaires et chimiques. Le site, implanté sur la commune de Bressols, est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 22/07/2007, article 3.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Caractéristiques du point de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/07/2007, article 3.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/11/2019, article 3.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Stockages	Arrêté Préfectoral du 22/07/2007, article 3.6.2	Prescriptions complémentaires	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate des nuisances olfactives émanant des eaux traitées rejetées dans le fossé bordant le site. Une partie du traitement des eaux est court-circuitée. Les mesures d'auto surveillance transmises à l'inspection ne sont pas représentatives de la qualité des effluents rejetés.

Au vu des nuisances olfactives induites par les eaux rejetées vers le milieu naturel, et de la détérioration d'une cuve de 50m<sup>3</sup>, l'inspection propose :

- un projet d'arrêté de mise en demeure prescrivant :

- de cesser tout rejet d'eau vers le milieu naturel court-circuitant le circuit de traitement des eaux;
- de justifier d'un traitement adapté des eaux résiduaires et du respect des valeurs limites d'émission.

- un projet d'arrêté complémentaire prescrivant :

- un diagnostic de pollution au niveau du fossé;
- une étude de la stabilité des installations de traitement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installation de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2007, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des effluents, sauf eaux de premier lavage, est collecté par pompes de relevage. Celles-ci envoient les effluents vers un débourbeur/déshuileur puis une cuve tampon agitée de 30 m <sup>3</sup> . Les eaux sont alors neutralisées et reçoivent l'ajout d'un coagulant et se décantent dans un clarificateur, puis sont stockées dans une cuve de 150 m <sup>3</sup> . Le traitement biologique comprend un ajout d'urée en solution et de phosphate, puis une flottation avec diffusion de microbulles. Les eaux transitent par un bassin d'anoxie de 5 m <sup>3</sup> et reçoivent alors un coagulant/floculant et passe par un décanteur clarificateur. Elles sont ensuite rejetées au milieu naturel.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate qu'installation rejette des eaux usées dans un fossé, directement via un tuyau qui court-circuite une partie des installations de traitement des eaux résiduaires. Les rejets présentent des signes visuels et olfactifs de pollution et sont à l'origine de plaintes du voisinage. Le tuyau est branché au niveau des canalisations associées à la cuve de 50 m <sup>3</sup> de l'aérateur. Il déverse des effluents odorants en aval de la zone du canal utilisé pour les prélèvements d'autosurveillance. La cuve de l'aérateur, deux cuves de rinçage de 20 m <sup>3</sup> chacune, une cuve de décantation de 50 m <sup>3</sup> , et une cuve de 50 m <sup>3</sup> servant au contrôle avant rejet sont ainsi court-circuitées. Ce court-circuitage des installations constitue une non-conformité, et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier à l'inspection d'un traitement adapté des eaux résiduaires et en transmettant une analyse de rejets d'eaux tels qu'ils sont rejetés vers le milieu naturel respectant les valeurs limites d'émission pour l'ensemble des paramètres prescrits et en justifiant du bon dimensionnement de l'équipement du dispositif de traitement des rejets aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Caractéristiques du point de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2007, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux issues de la station de traitement transitent par un fossé subhorizontal enherbé d'une

longueur de 30 mètres, puis rejoignent un bassin tampon de 20 m<sup>3</sup> et se déversent dans le ruisseau bordant le site.

Ce point de rejet est indépendant de celui prévu au point 3.2.2 concernant les eaux pluviales.

Le point de rejet au milieu naturel susvisé doit être muni d'une vanne de barrage et aménagé de manière à être aisément accessible et doit être équipé pour des mesures de débit et d'analyses des eaux rejetées.

**Constats :**

L'inspection constate que le fossé subhorizontal enherbé est entièrement comblé.

Ce point est une non-conformité et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de curer le fossé en retirant les matériaux indésirables pour le ramener à son état initial et restaurer sa fonctionnalité hydraulique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/11/2019, article 3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Il est procédé à des prélèvements et analyses tels que définis ci-dessous:

Paramètres	Unités	Fréquence
Débit	m <sup>3</sup> /jour	hebdomadaire
pH	unités pH	hebdomadaire
Température	°C	hebdomadaire
MES	mg/l	hebdomadaire
DCO	mg/l	hebdomadaire
DBO <sub>5</sub>	mg/l	hebdomadaire

Indice Hydrocarbures	mg/l	bimestrielle
Azote global	mg/l	hebdomadaire
Phosphore total	mg/l	hebdomadaire

Chaque semaine, un échantillon représentatif sur 24 heures des caractéristiques moyennes de chacun des rejets d'eaux résiduaires est prélevé. La quantité prélevée et les récipients utilisés doivent permettre de réaliser toutes les analyses.

Les appareillages utilisés pour le contrôle en continu des rejets sont régulièrement vérifiés, étalonnés et entretenus.

Les enregistrements en continu prescrits ci-dessus doivent être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant explique que les échantillons prélevés chaque semaine pour analyse par un laboratoire sont réalisés sur des effluents en sortie de la cuve de 50 m3 de rejet avant contrôle. Ces effluents ne sont pas représentatifs des rejets d'eaux résiduaires au milieu naturel.

Ce point est une non-conformité, et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les mesures d'autosurveillance sur un échantillon représentatif sur 24 heures des caractéristiques moyennes des rejets d'eaux résiduaires vers le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 4 : Stockages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/07/2007, article 3.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des structures

#### **Prescription contrôlée :**

Le bon état de conservation des stockages fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que la cuve de 50 m3 de l'aérateur présente des signes de corrosion importants au niveau de ses supports. L'exploitant explique court-circuiter cette cuve par crainte de son effondrement.</p> <p>Afin de remplacer la cuve détériorée, l'exploitant explique avoir fait l'acquisition d'une cuve de rechange, dont l'inspection constate l'entreposage à proximité des installations de traitement, mais sans que ce remplacement ne soit encore programmé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une étude de la stabilité des installations de traitement, visant à s'assurer que les équipements permettent d'assurer une exploitation sans risque de fissuration, déplacement ou prise de gîte des cuves et canalisations présentes sur le site. Ce point fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>